

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
5 mai 2014
Français
Original : anglais

Lettre datée du 2 mai 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Comme suite à la résolution [1031 \(1995\)](#) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quarante-cinquième rapport sur l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine, couvrant la période allant du 21 octobre 2013 au 21 avril 2014, que m'a transmis le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir le porter à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **BAN** Ki-moon



Annexe

Lettre datée du 2 mai 2014, adressée au Secrétaire général par le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine

Comme suite à la résolution 1031 (1995) du Conseil de sécurité, par laquelle le Conseil a prié le Secrétaire général de lui soumettre les rapports établis par le Haut-Représentant, conformément à l'annexe 10 de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et aux conclusions de la Conférence de Londres des 8 et 9 décembre 1995 sur la mise en œuvre de la paix, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quarante-cinquième rapport du Haut-Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir le faire distribuer aux membres du Conseil de sécurité pour qu'ils l'examinent.

Ce rapport, qui porte sur la période du 21 octobre 2013 au 21 avril 2014, est le onzième que je sou mets au Secrétaire général depuis que j'ai pris mes fonctions de Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine le 26 mars 2009.

Je me ferai un plaisir de répondre à toute demande d'information qui ne se trouverait pas dans le rapport et à toute question sur son contenu qui pourrait être formulée par vous-même ou un membre du Conseil.

(Signé) Valentin **Inzko**

Quarante-cinquième rapport du Haut-Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine

Résumé

Le présent rapport couvre la période allant du 21 octobre 2013 au 21 avril 2014. Malheureusement, la courbe descendante sur laquelle le pays a été au cours des huit dernières années s'est poursuivie pendant la période considérée. Les responsables politiques n'ont toujours pas réussi à progresser dans la voie du règlement d'un large éventail de questions qui constituent des conditions préalables à remplir par la Bosnie-Herzégovine pour s'acheminer vers l'intégration euro-atlantique. Malgré les efforts louables et intenses déployés par de hauts responsables de l'Union européenne, les dirigeants politiques ne sont pas parvenus à un accord sur l'affaire *Sejdic-Finci*, censée ouvrir la voie à la demande d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne et démontrer l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Ce faisant, le cas de discrimination cité dans ladite affaire contre un large groupe de citoyens demeure. De même, aucun progrès concret n'a été enregistré au sujet du règlement de la question des biens militaires, étape nécessaire à la mise en œuvre du plan d'action devant déboucher sur l'adhésion du pays à l'OTAN. Malgré de bonnes nouvelles économiques faisant état d'un accroissement des exportations de 6,6 % en 2013, les investissements étrangers directs ont sensiblement baissé et le taux de chômage est demeuré élevé, reflétant la situation économique défavorable que de nombreux citoyens continuent de vivre.

Au début de février, des manifestations ont éclaté dans plusieurs grandes villes du pays en raison du mécontentement de la population face à la situation socioéconomique, à la corruption et aux élus politiques en général. Malheureusement, ces manifestations ont tourné à la violence pendant deux jours, mais n'ont cependant pas causé de pertes en vies humaines et se sont poursuivies de manière pacifique à partir de là. Au cours de cette période de violence, la présidence de la Bosnie-Herzégovine a été attaquée et légèrement endommagée. La persistance des problèmes de coordination entre les organes de police à différents niveaux était également manifeste. La communauté internationale soutient le droit de manifester tout en indiquant clairement que la violence est inacceptable. Certes les manifestations étaient d'abord et avant tout un appel lancé aux dirigeants élus et aux partis politiques de Bosnie-Herzégovine pour qu'il modifient leur approche vis-à-vis notamment des réseaux clientélistes corrompus qui sous-tendent le secteur public, mais devraient également servir à signaler à la communauté internationale que notre stratégie actuelle gagnerait à être révisée si nous voulons effectivement aider à marquer des progrès irréversibles en Bosnie-Herzégovine.

Des groupes de citoyens en faveur d'une démocratie directe se faisant appeler « plénums » se sont constitués au lendemain des manifestations organisées dans la Fédération et dans le district de Brčko, au cours desquels des citoyens intéressés se sont vus donner l'occasion d'exprimer leurs doléances et de les formuler en une série de revendications concrètes présentées aux autorités locales. Ces revendications portaient notamment sur des appels à la démission des administrations locales, des réductions de salaires et de prestations de dirigeants élus, des audits de privatisations douteuses et diverses réformes socioéconomiques. Dans quatre cantons de la

Fédération, les pouvoirs locaux ont accédé aux requêtes de démission introduites par les pléniums. Cette nouvelle forme de participation civique est bienvenue, car elle oblige les administrations à rendre des comptes et encourage la classe politique du pays à réorienter ses efforts vers la protection des intérêts des citoyens et à continuer sur cette lancée dans la perspective de la tenue des prochaines élections générales prévues au mois d'octobre de cette année, si elle veut que les effets de cet engagement soient durables.

Ayant pour mission de faire respecter les aspects civils de l'Accord-cadre général pour la paix, la nette intensification au cours de la période considérée des déclarations de responsables de la Republika Srpska remettant en cause la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays me préoccupe profondément. Ces déclarations étaient devenues beaucoup plus fréquentes et directes au lendemain des récents événements survenus en Ukraine et avaient consisté presque quotidiennement, notamment pour le Président de la Republika Srpska, à prôner la tenue, en Republika Srpska, d'un futur référendum sur la sécession de la Bosnie-Herzégovine. En vertu des pouvoirs qui me sont conférés, j'ai clairement indiqué que l'Accord-cadre général pour la paix ne prévoyait pas le droit des entités de faire sécession.

En raison de la situation complexe qui règne actuellement dans le pays, la présence de la mission militaire de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine dotée d'un mandat opérationnel demeure d'une importance cruciale, permettant ainsi à mon bureau et à d'autres membres de la communauté internationale de s'acquitter de leurs fonctions respectives.

I. Introduction

1. Ce rapport est le onzième que je sou mets au Secrétaire général depuis que j'ai pris mes fonctions de Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine. Il présente les progrès accomplis par rapport aux objectifs exposés dans mes précédents rapports, décrit les événements survenus, cite des déclarations emblématiques faites durant la période considérée et évalue les mesures prises dans les principaux domaines relevant de mon mandat. Je me suis efforcé de me pencher sur ces domaines, conformément à la responsabilité première qui est la mienne de faire respecter les aspects civils de l'Accord-cadre général pour la paix, tout en encourageant de nouvelles avancées par rapport aux cinq objectifs et deux conditions préalables à la fermeture du Bureau du Haut-Représentant et en m'efforçant de préserver les mesures engagées pour appliquer l'Accord de paix.

2. Je concentre toute mon énergie sur le mandat qui m'est conféré à l'annexe 10 de l'Accord de paix et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Mon bureau appuie pleinement l'action engagée par l'Union européenne et l'OTAN pour aider la Bosnie-Herzégovine à avancer sur la voie de l'intégration à ces deux organisations.

II. Actualité politique

A. Climat politique général

3. La période considérée a été marquée par l'incapacité constante des institutions et des responsables politiques de progresser dans le sens du règlement d'un large éventail de questions, notamment de prendre les mesures nécessaires pour faire avancer le pays sur la voie de l'intégration euro-atlantique.

4. Face à l'impuissance des autorités à remédier à leurs problèmes, et en soutien à une manifestation qui avait débuté à Tuzla quelques jours auparavant, les citoyens sont descendus dans la rue le 7 février dans de nombreuses villes de Bosnie-Herzégovine pour leur demander de trouver des solutions à de nombreux problèmes économiques et sociaux qui perdurent. Malheureusement, ces manifestations ont brièvement tourné à la violence; il n'y a toutefois pas eu de pertes en vies humaines à déplorer. Les plénums que les manifestants et autres au sein de la communauté ont érigés en cadres de présentation de doléances aux administrations de la Fédération et du district de Brcko laissent espérer que les citoyens et les membres de la société civile de la Bosnie-Herzégovine se montreront en définitive plus résolus à amener leurs représentants élus à répondre de leurs actes.

5. Malheureusement, certains dirigeants politiques ont tenté d'exploiter les manifestations à des fins politiques avant les prochaines élections, notamment en cherchant à les présenter comme l'œuvre d'individus animés d'arrière-pensées motivées par des intérêts ethniques. La multiplication des déclarations et des actes remettant en cause les principes fondamentaux de l'Accord-cadre général pour la paix constitue également une préoccupation majeure. Les mesures unilatérales prises par la Republika Srpska dans le sens de l'adoption d'une loi relative au séjour au niveau de l'entité et le décret sur la vérification du séjour adopté par le Gouvernement de la Republika Srpska en dépit du fait que la réglementation de cette question relève exclusivement du domaine de l'État, pourraient constituer des

manœuvres visant à revenir sur les mesures instituées pour appliquer les dispositions principales de l'Accord-cadre général pour la paix, notamment celles relatives à la liberté de circulation.

B. Décisions prises par le Haut-Représentant pendant la période considérée

6. Pendant la période considérée, je me suis abstenu de faire usage directement de mon pouvoir exécutif, dans le respect de la politique du Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix, qui est de favoriser l'appropriation des décisions par les intéressés.

7. Au cours de la période considérée, une décision datant du 29 mars 2005 prise par l'un de mes prédécesseurs qui interdisait à Dragan Covic, Président du parti Union démocratique croate de Bosnie-Herzégovine (HDZ Bosnie-Herzégovine), d'être titulaire d'une charge exécutive, avait été suspendue. La décision stipulait la suspension de la disposition, si une procédure judiciaire visée par la décision venait à s'éteindre, ce qui, d'après des informations reçues de la Cour suprême de la Fédération, est à présent le cas, comme j'ai cru le comprendre.

C. Les cinq objectifs et deux conditions préalables à la fermeture du Bureau du Haut-Représentant

Progrès accomplis par rapport aux objectifs fixés

8. Pendant la période considérée, les autorités bosniennes n'ont pas réussi à faire de progrès tangibles pour atteindre les autres objectifs préalables à la fermeture du Bureau du Haut-Représentant, fixés par le Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix.

Biens publics et biens militaires

9. Mon bureau a poursuivi les efforts visant à favoriser le règlement de la question des biens publics et militaires, notamment par le biais de contacts directs avec les parties prenantes nationales et internationales intéressées, y compris les commissions, groupes de travail et représentants de partis politiques. Malheureusement, l'absence de volonté politique de parvenir à un compromis dans le cadre des principes énoncés dans la décision pertinente de la Cour constitutionnelle de la Bosnie-Herzégovine est demeurée la principale entrave au progrès.

10. Comme indiqué dans mon dernier rapport, mon bureau et d'autres partenaires internationaux ont analysé un projet de loi sur les biens publics et militaires issu d'un accord conclu en octobre 2013 entre l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants et le Parti social-démocrate. Cette analyse a suscité de vives préoccupations à la fois au sujet de la compatibilité du projet de loi avec la décision de la Cour constitutionnelle de la Bosnie-Herzégovine de juillet 2012 sur la question et de l'applicabilité technique de ses dispositions. Entre autres préoccupations, figurait le fait que le projet de loi niait à l'État de Bosnie-Herzégovine tous les droits de propriété sur des biens publics (c'est-à-dire les droits de s'en servir et d'en disposer librement) et prévoyait plutôt le droit d'utiliser un nombre restreint de

biens pour un temps limité et sous réserve de droits résiduels rigoureux détenus par les entités et d'autres autorités de Bosnie-Herzégovine.

11. En novembre 2013, mon bureau a fait part de ces inquiétudes aux ambassadeurs siégeant au Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix et à d'autres parties prenantes de la communauté internationale, qui ont salué l'évaluation du Bureau du Haut-Représentant et notre offre de soutenir l'action des parties visant à harmoniser le projet de loi avec la décision de la Cour. Mon bureau a eu des discussions techniques avec des responsables de partis politiques qui se sont engagés à veiller à ce que tout projet approuvé par le groupe de travail ministériel aux fins d'examen par le Conseil des ministres soit conforme à la décision de la Cour constitutionnelle de la Bosnie-Herzégovine sur les biens publics. Or, malgré les modifications apportées par la suite au projet pour le mettre en concordance avec la décision de la Cour constitutionnelle de la Bosnie-Herzégovine, le Conseil des ministres bosnien a adopté un rapport sur les activités du groupe de travail en avril dans lequel il a indiqué que le consensus qui s'était dégagé au préalable autour du projet ne s'appliquait plus et recommandait son retrait de toute nouvelle procédure.

12. Par ailleurs, le 15 avril 2014, la Chambre des représentants de la Bosnie-Herzégovine a rejeté un projet de loi sur la cession des biens immobiliers militaires présenté par un élu du Parti pour un avenir meilleur en Bosnie-Herzégovine (SBB), faute de soutien de la part des élus de la Republika Srpska, qui ont insisté sur le règlement de toutes les questions relatives aux biens publics et militaires dans le cadre d'une seule et même loi.

13. Au cours de la période considérée, la Commission a continué de respecter la demande que je lui avais faite, à savoir s'abstenir d'accorder de nouvelles dérogations à l'interdiction de cession des biens de l'État. Le 10 mars, j'ai écrit au Président de la Commission pour lui rappeler l'obligation qui continuait d'incomber à la Commission de soumettre à mon bureau l'ensemble des documents relatifs aux décisions qu'elle a adoptées au sujet des dérogations accordées à l'interdiction de cession de biens spécifiques de l'État, pour que mon bureau puisse procéder à une analyse exhaustive du mécanisme de dérogation actuel. L'obligation n'a toujours pas été honorée.

Viabilité budgétaire

14. Au cours de la période considérée, le Bureau du Haut-Représentant a continué à suivre l'évolution de la situation au sein du Conseil d'administration de la Direction des impôts indirects et du Conseil des finances publiques de la Bosnie-Herzégovine. Ce dernier ne s'est réuni que deux fois au cours de la période à l'étude et ses travaux n'ont principalement porté que sur l'accord de confirmation du Fonds monétaire international. Le Conseil d'administration de la Direction des impôts indirects a continué à se réunir régulièrement sous la présidence du Ministre des finances et du Trésor de la Bosnie-Herzégovine. Malgré l'efficacité accrue dont a fait preuve le Conseil d'administration dans l'examen de toutes les questions relevant de sa responsabilité, telles que la création différée depuis trop longtemps de son Groupe de la consommation finale, les pressions budgétaires subies par les entités ont continué à alimenter les différends sur la répartition des recettes et le règlement des dettes, en particulier au cours du second semestre de 2012, période

pour laquelle la Republika Srpska doit à la Fédération l'équivalent d'environ 10 millions d'euros.

15. Les pressions budgétaires qui s'exercent sur les entités ont également été un facteur dans le lancement d'une initiative visant à réviser le coefficient de répartition des recettes fiscales indirectes du district de Brcko, qui est actuellement régi par les décisions du Haut-Représentant en date du 4 mai 2007. Des consultations tenues en mars entre le Ministre des finances et du Trésor de la Bosnie-Herzégovine et des responsables du district de Brcko ont abouti à un accord sur les principes d'un nouveau mécanisme de recettes fiscales indirectes pour Brcko. Le Conseil d'administration de la Direction des impôts indirects n'est toutefois pas parvenu à faire entériner les projets d'amendement des textes législatifs correspondants issus de ces discussions, notamment en raison de l'opposition du Ministre des finances de la Republika Srpska, qui a fait valoir que ces modifications nécessiteraient l'intervention des parlements des entités et a cherché à les lier à une plus vaste révision du système de fiscalité indirecte dans le pays. Mon bureau continuera à suivre les discussions sur cette question pour s'assurer que toutes les parties tiennent l'engagement qu'elles ont pris d'œuvrer de manière constructive à la recherche d'une solution durable et mutuellement acceptable en s'appuyant sur la législation en vigueur au niveau des États.

District de Brcko

16. Depuis la fermeture du bureau de Brcko le 31 août 2012 et depuis qu'il a rendu une ordonnance réglementant le statut des actes juridiques, le Superviseur de Brcko n'intervient plus dans les affaires quotidiennes du district, bien qu'il ait gardé toute autorité pour reprendre – de son propre chef – l'exercice de ses pouvoirs si les circonstances l'exigeaient. Le Tribunal d'arbitrage chargé de statuer sur le conflit concernant la ligne de démarcation inter-entités dans la région de Brcko reste en place et joue un rôle de dissuasion destiné à éviter toute ingérence de la part des entités.

17. Le budget du district de Brcko de 2014 a été adopté en décembre 2013, la première fois depuis l'établissement du district que cela a été accompli dans le délai fixé par la loi. Un changement de majorité survenu à l'Assemblée en janvier et février a conféré trois voix supplémentaires au Parti pour un avenir meilleur en Bosnie-Herzégovine (SBB) et partant, la majorité.

18. En février, le Superviseur du district de Brcko a levé les mesures d'interdiction d'exercer des fonctions publiques qui frappaient trois personnes qui avaient été révoquées en 2007 et 2008. La levée s'inscrivait dans le cadre d'une procédure d'examen des décisions de révocation au cas par cas, et ne modifiait en rien la décision prise par le Superviseur en 2012 de suspendre ses fonctions. Ces décisions en place, aucune mesure d'interdiction d'exercer des fonctions publiques qui avait été arrêtée par le Superviseur et qui frappait des résidents de Brcko ne demeure en vigueur.

D. Difficultés rencontrées dans l'application de l'Accord-cadre général pour la paix

Remise en cause de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine

19. La période considérée a nettement vu augmenter les déclarations d'un certain nombre de responsables de la Republika Srpska qui remettaient en cause la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine notamment en prônant ouvertement le droit de la Republika Srpska à l'autodétermination et la sécession de l'entité¹. Ces déclarations prédisaient et prônaient alternativement la dissolution de la Bosnie-Herzégovine en la présentant comme quelque chose d'inévitable², et avertissaient que la dissolution du pays se produirait si les compétences des États n'étaient pas sensiblement réduites ou si le pays n'était pas réorganisé sous une forme de fédération ou une autre³. Les responsables de la Republika Srpska ont dénaturé les entités en en faisant des États dotés de leur propre souveraineté⁴. En décembre 2013, le Président de la Republika Srpska a

¹ « Les citoyens de la Republika Srpska ont le droit légitime de décider de l'indépendance de la Republika Srpska dans le cadre d'un référendum [...] », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, *Glas Srpske*, le 7 avril 2014; « Le peuple de la Republika Srpska a le droit légitime de décider de son destin dans le cadre d'un référendum et la Republika Srpska ne veut pas perdre cette possibilité. », RTRS, le 5 avril 2014; « La situation en Bosnie-Herzégovine peut évoluer dans deux sens : vers l'État unitaire ou la dissolution [...] La seconde voie est celle de la dissolution, qui correspond à ce que les Croates et nous préconisons, même s'ils n'iront pas jusqu'à l'admettre publiquement, alors que les Bosniaques, eux, s'y opposent. », *Nezavisne Novine*, le 11 mars 2014; « La solution fondamentale pour nous qui sommes ici en Bosnie-Herzégovine est l'indépendance de la Republika Srpska. », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, *Dnevni List*, le 23 février 2014; « La meilleure réforme pour ce pays serait une dissolution pacifique et la création de Herceg Bosna, de la Republika Srpska et de la Bosnie en tant qu'États. Une fois cela achevé, alors nous pourrions établir des relations de confédération. », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, *Večernji List*, le 13 février 2014.

² « La communauté internationale a investi beaucoup d'argent dans la mauvaise idée politique. Je ne crois pas en l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, RTRS, le 4 avril; « La Bosnie-Herzégovine n'a pas d'avenir et la seule solution permanente est la dissolution. », *Kathimerini*, le 12 février 2014; « La Bosnie-Herzégovine glisse vers la désintégration [...] », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, RTRS, le 9 février 2014; « La Bosnie-Herzégovine est une illusion et un pays qui n'est pas viable. », *Der Standard*, le 1^{er} février 2014.

³ « Pour nous, Serbes, il y a trois solutions possibles : la première, maintenir le statu quo, la deuxième, récupérer les compétences confisquées et la troisième relève d'une décision de la Republika Srpska, qui aboutirait à la proclamation de son indépendance. », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, *Blic*, le 6 avril 2014; « Notre prochaine démarche consistera à amorcer un dialogue sur la restructuration de la Bosnie en tant que confédération constituée de trois États. Si cela se révèle impossible, la Republika Srpska se réservera le droit de tenir un référendum sur son statut. », Reuters, le 1^{er} avril 2014; « Actuellement nous nous conformons à l'Accord de paix de Dayton car nous ne voulons pas être accusés de remettre en cause ce document. Seulement, si la situation devient insupportable, la Republika Srpska a le droit légitime de demander l'indépendance. », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, *La Voix de la Russie*, le 10 mars 2014.

⁴ « L'expérience que j'ai de la Republika Srpska est celle d'un État, qu'on le veuille ou non, et les autorités de la Republika Srpska continueront à se comporter ainsi ultérieurement. », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, RTRS, le 9 février 2014; « Nous sommes une nation qui édifie son état et qui ne le fait pas juste pour créer un état mais pour garantir sa liberté et son développement. C'est ainsi que la Republika Srpska a été créée, sur la base du

proclamé publiquement que l'accession de la Republika Srpska à l'indépendance était un objectif national⁵.

20. Bien que le Président de la Republika Srpska reste le défenseur le plus fréquent et le plus ardent du projet de dissolution, au cours de la période considérée, d'autres responsables de son parti tant au niveau de la Republika Srpska que des institutions de la Bosnie-Herzégovine se sont ralliées à lui⁶.

21. Au cours de la période considérée, le Président de la Republika Srpska et d'autres dirigeants de la Republika Srpska ont fait des déclarations établissant un lien entre les événements en Ukraine, particulièrement le référendum en Crimée, avec l'indépendance future de la Republika Srpska⁷, et l'incidence des déclarations remettant en cause la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine a fortement augmenté en mars et avril 2014.

22. La souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine sont garanties par la Constitution du pays et par le droit international, notamment l'Accord-cadre général pour la paix. En vertu de la Constitution de la Bosnie-Herzégovine, les entités existent en tant que parties intégrantes du pays et il n'y a aucune possibilité pour elles de faire sécession. J'ai réaffirmé ce point à plusieurs reprises au cours de la période considérée. Toutefois, conformément à mon mandat établi en vertu de l'Accord-cadre et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, je demeure préoccupé par l'effet déstabilisateur que les déclarations prônant la sécession ont sur la situation interne du pays. Je suis également inquiet de l'utilisation de mécanismes de blocage constitutionnel au niveau de l'État pour empêcher la Bosnie-Herzégovine d'aller de l'avant, tout en citant ce manque de progrès comme raison de la dissolution du pays.

droit interne et international, et fait aujourd'hui partie de l'union de l'État de la Bosnie-Herzégovine. », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, SRNA, le 9 janvier 2014.

⁵ « L'indépendance de la Republika Srpska est un objectif national et populaire et elle devrait être politique également. », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, TV 1, le 30 décembre 2013.

⁶ « Le Parti social-démocrate indépendant (SNSD) continuera de promouvoir le droit de la Republika Srpska et de ses citoyens à l'autodétermination et à l'indépendance, clairement et publiquement. », le député du Parti social-démocrate indépendant et Vice-Président de la Chambre du peuple de Bosnie-Herzégovine, Staša Košarac, *RTRS*, le 30 mars 2014; « De toutes les façons, la question du référendum, pour ce qui est de la Republika Srpska, n'est ni tabou ni soulevée artificiellement de temps en temps [...] Nous avons le droit à l'autodétermination, si l'on accepte les normes internationales. », le Premier Ministre de la Republika Srpska, Željka Cvijanović, *Večernji List*, le 30 mars 2014; « Les autorités de la Republika Srpska seront obligées de déclarer unilatéralement une forme d'indépendance. », le Vice-Président de la Republika Srpska, Emil Vlajki, *BN Television*, le 14 mars 2014; « La Republika Srpska veut un plus grand degré d'autonomie, voire faire sécession avec la Bosnie-Herzégovine, tandis que la Fédération souhaite davantage de centralisation. », membre serbe de la présidence de la Bosnie-Herzégovine Nebojsa Radmanović, *Večernje Novosti*, le 11 mars 2014; « Il ne peut être question de la Bosnie-Herzégovine que si le système évolue. », le Ministre des finances de la Bosnie-Herzégovine, Nikola Špirić, *Večernji List*, le 5 mars 2014.

⁷ « La méthode employée en Crimée créera une nouvelle façon de procéder dans le monde et les processus d'autodétermination deviennent de plus en plus légitimes. Un jour nous organiserons un référendum, mais ce moment doit être soigneusement choisi, sans volontarisme politique, tout en sachant qui sont nos alliés dans ce processus », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, *La Voix de la Russie*, le 10 mars 2014.

Blocage du fonctionnement des institutions de la Bosnie-Herzégovine

23. Les 31 janvier et 1^{er} février, les Président et Premier Ministre de la Republika Srpska ont menacé de bloquer les institutions de la Bosnie-Herzégovine à la suite de l'accueil réservé par des hommes politiques bosniaques à l'ancien commandant militaire de l'armée de la Bosnie-Herzégovine à Srebrenica à la présidence bosnienne le 30 janvier, après l'indication de la Serbie qu'il serait inculpé pour crimes de guerre. En février, des élus de la Republika Srpska à la Chambre des représentants de la Bosnie-Herzégovine ont quitté l'hémicycle où se déroulait une séance de la Chambre au sujet de questions relatives à ce que serait la réaction de la Bosnie-Herzégovine si INTERPOL décernait un mandat d'arrêt pour crimes de guerre contre un général de la Republika Srpska en exercice pendant la guerre, bien que la Chambre des représentants ait repris le cours normal de ses activités plus tard dans le courant du mois, une fois que la Bosnie-Herzégovine avait protesté contre les mandats d'arrêt. Le 5 avril, le Président de la Republika Srpska a menacé dans une déclaration à la presse de bloquer le processus de prise de décisions au sein du Conseil des ministres bosnien si les institutions de la Bosnie-Herzégovine venaient à refuser d'appuyer le projet de construction du gazoduc South Stream.

24. La Chambre des peuples de Bosnie-Herzégovine n'a pas pu se réunir entre décembre et mars faute de quorum, découlant de graves problèmes de santé d'un certain nombre d'élus bosniaques. En même temps, plusieurs hauts responsables du Parti d'action démocratique (SDA) ont averti que le parti bloquerait le quorum de la Chambre à cause des changements controversés apportés à la loi sur l'enregistrement du lieu de résidence; toutefois, la Chambre des peuples a repris ses travaux le 12 mars.

Remise en question de la compétence des institutions bosniennes

25. Face à l'incapacité où se trouve la Chambre des peuples d'adopter des dispositions modifiant les modalités d'octroi de permis de séjour temporaire et permanent qui permettrait de procéder à une vérification plus rigoureuse des demandes d'octroi de permis de séjour, la Republika Srpska a pris des mesures unilatérales lui permettant de légiférer sur les questions de résidence au niveau de l'entité. Le 6 mars, le Gouvernement de la Republika Srpska a adopté une loi sur l'octroi de permis de résidence au titre d'une procédure accélérée, qui a par la suite été examinée dans le cadre d'une procédure normale à l'Assemblée nationale de la Republika Srpska le 8 avril, avant d'être adoptée en première lecture. Si elle est entérinée, la loi correspondra à une autre mesure prise par une entité pour légiférer sur une question déjà réglementée par une législation d'État. Une décision ultérieure du Gouvernement de la Republika Srpska, en date du 17 avril, sur des vérifications de résidence ont également suscité des préoccupations, compte tenu de la compétence de l'État dans ce domaine, et évoqué des craintes chez les Bosniaques que la réglementation serait appliquée de manière discriminatoire. Parmi les exemples antérieurs où la Republika Srpska a légiféré sur des questions déjà réglementées par la législation d'État, on peut citer notamment la loi de la Republika Srpska sur les tribunaux, la réglementation séparée sur le numéro d'identification unique et la loi sur la télévision de la Republika Srpska. En vertu de la Constitution, les entités sont tenues de se soumettre aux décisions des institutions bosniennes.

Remise en question de l'espace économique unique en Bosnie-Herzégovine

26. À la fin de 2013, les autorités de la Fédération ont adopté des mesures concernant le contrôle de la qualité des produits d'importation et d'exportation qui visaient à s'assurer qu'aucun produit importé en Bosnie-Herzégovine ne pouvait être placé sur le marché de la Fédération à moins d'avoir été certifié au préalable par des inspecteurs de la Fédération. Ces mesures touchaient directement des produits importés dans le pays par la Republika Srpska, entravant ainsi la libre circulation des marchandises et remettant en question l'espace économique unique en Bosnie-Herzégovine. De ce fait, les mesures – que la Fédération prétendait être nécessaires faute de règles d'application en vertu de la loi bosnienne sur le contrôle de la qualité – ont également suscité des préoccupations au sujet de leur conformité à la Constitution bosnienne. À l'issue des négociations qui ont suivi, la Fédération, la Republika Srpska et le district de Brčko sont convenus d'œuvrer à l'harmonisation de la réglementation en matière de contrôle de la qualité appelée à être adoptée sous forme de règles d'application en vertu de la législation d'État et appliquée uniformément sur l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine.

Remise en question des institutions judiciaires bosniennes

27. Le Président et d'autres hauts responsables de la Republika Srpska ont continué les attaques verbales contre les principales institutions auxquelles la Constitution bosnienne a conféré la responsabilité d'exercer l'autorité de l'État et de préserver l'état de droit⁸. Au cours de la période considérée, le Président de la Republika Srpska et d'autres responsables ont soutenu que la Cour de l'État et le Bureau du Procureur étaient des organes illégitimes et anticonstitutionnels créés par la communauté internationale et qu'« il arrivera un moment où nous pourrions parler d'une redéfinition et d'une réduction sensibles de leur rôle »⁹. L'annexe IV de l'Accord-cadre général pour la paix, qui est également la Constitution de la Bosnie-Herzégovine, énumère les responsabilités des institutions et permet à la Bosnie-Herzégovine de créer des institutions chargées d'exercer ces compétences. La Cour constitutionnelle bosnienne a, à maintes occasions, établi que la Cour de l'État et le Bureau du Procureur exerçaient ces compétences dans le cadre constitutionnel.

28. Le 29 octobre, l'Assemblée nationale de la Republika Srpska a adopté des conclusions relatives au rapport annuel de 2012 consacré aux travaux du Haut Conseil de la magistrature, demandant que le Conseil soit séparé en trois conseils distincts au niveau de l'entité et de l'État. En outre, les conclusions se référaient aux

⁸ « Je veux supprimer la Cour de l'État et le Bureau du Procureur de la Bosnie-Herzégovine parce que leur existence ne repose sur aucune base constitutionnelle », le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, FTV, le 17 février 2014; « Nous sommes entièrement insatisfaits de la Cour de l'État et du Bureau du Procureur de la Bosnie-Herzégovine, qui ont été créés de force et en violation de la Constitution et de l'Accord de paix de Dayton. Leur travail ne produit aucun effet visible et il ne mérite aucun soutien », Milorad Dodik, *Press RS*, le 30 décembre 2013; « La Cour de l'État et le Bureau du Procureur de la Bosnie-Herzégovine n'étaient pas prévus par la Constitution bosnienne : tous les partis de la Republika Srpska demandaient leur suppression. Tout un chacun en Republika Srpska le réclame depuis longtemps. Laissez-moi vous rappeler que ces institutions se situent en marge de la Constitution bosnienne et que cette question est liée à des étrangers, c'est-à-dire la question de savoir si quelqu'un est venu ici et a modifié la Constitution, ce qui est en fait le cas [...] », membre serbe de la présidence bosnienne Nebojsa Radmanović, *Oslobodjenje*, le 31 octobre 2013.

⁹ Le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, SRNA, le 29 décembre 2013.

conclusions problématiques de l'Assemblée nationale, en date du 13 avril 2011 et du 1^{er} juin 2011, sur cette question. Le 6 novembre 2013, le Bureau du Haut-Représentant, la délégation de l'Union européenne auprès de la Bosnie-Herzégovine/Représentant spécial de l'Union européenne et l'ambassade des États-Unis d'Amérique en Bosnie-Herzégovine ont publié une déclaration commune condamnant les tentatives visant à exercer des pressions politiques et une influence néfaste sur ces institutions et rappelant également que l'Assemblée nationale de la Republika Srpska se devait de respecter et d'assurer l'indépendance du système judiciaire, qui devrait pouvoir agir en dehors de toute pression, soit du pouvoir législatif, soit du pouvoir exécutif.

III. Institutions étatiques de la Bosnie-Herzégovine

Présidence de la Bosnie-Herzégovine

29. Les membres de la présidence de la Bosnie-Herzégovine se sont réunis régulièrement au cours de la période considérée à raison de six séances ordinaires et de 10 séances d'urgence. Ils ont adopté des décisions notamment sur le renforcement de la participation de la Bosnie-Herzégovine aux opérations de maintien de la paix internationales en Afghanistan et en République démocratique du Congo et sur la fourniture de contingents à la Mission des Nations Unies au Mali. Le 10 mars, le membre bosniaque a pris le fauteuil de président du collège, qu'il conservera jusqu'aux élections générales d'octobre 2014.

30. Le 6 mars, la présidence a publié une déclaration appelant toutes les parties au différend en Ukraine à s'abstenir de faire usage de la force et à engager immédiatement un dialogue politique afin de régler la situation dans l'intérêt de la paix et de la stabilité régionale et mondiale. Les membres ne sont toutefois pas parvenus à s'entendre sur une position au sujet de la résolution sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine adoptée par l'Assemblée générale le 27 mars, ni sur la question de savoir si la Bosnie-Herzégovine devait appliquer les mesures restrictives décidées par l'Union européenne face aux récents événements en Ukraine.

Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine

31. Le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine a continué de se réunir régulièrement malgré une situation politique difficile et a tenu 26 séances durant la période considérée. Les résultats de son travail législatif n'ont pas répondu aux attentes puisque seules quatre nouvelles lois et 10 séries d'amendements à des lois existantes ont été adoptées, notamment le budget 2014 de l'État et la loi sur la passation des marchés publics ainsi que les amendements à la loi sur la Société de transport de l'électricité et à la loi sur le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes. Il a aussi adopté son programme de travail pour 2014, le cadre budgétaire pour 2014-2016 et le plan d'action pour le partenariat avec l'OTAN pour la période 2014-2016.

32. À la suite des manifestations du 7 février, qui ont fait des blessés parmi les policiers, les manifestants et les journalistes ont causé l'incendie du palais de la présidence, le Conseil des ministres a tenu deux réunions avec les organes chargés du maintien de l'ordre afin d'étudier les mesures à prendre pour assurer au mieux la sécurité des institutions bosno-herzégoviennes.

33. Le Ministre du commerce extérieur et des relations économiques, le Vice-Ministre de la défense et le Vice-Ministre des droits de l'homme et des réfugiés, tous trois membres du Parti démocratique serbe, ont été démis de leurs fonctions par l'Assemblée parlementaire en novembre 2013 à l'initiative du Parti social démocrate indépendant (SNSD) qui les a remplacés en décembre par des personnes nommées par lui.

34. Au lendemain des manifestations du 7 février, le SDA a déposé une motion de révocation contre le Ministre bosno-herzégovien de la sécurité, membre du Parti pour un avenir meilleur en Bosnie-Herzégovine (SBB). La motion est actuellement en instance devant la Chambre des peuples, après avoir obtenu un vote favorable de la Chambre des représentants en mars.

Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine

35. L'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine a continué de peiner à s'acquitter de sa responsabilité de faire avancer le pays, dans un climat toujours plus dominé par des querelles politiques stériles et l'approche de la campagne électorale. Si la Chambre des représentants a tenu 10 séances durant la période considérée, la Chambre des peuples n'en a tenu que quatre, en raison notamment de la difficulté à avoir le quorum parce que plusieurs représentants bosniaques étaient gravement malades. L'Assemblée parlementaire a été également mise en difficulté par la décision du SNSD d'écarter le SDS de la coalition au pouvoir en apportant des changements à la tête de la Chambre des peuples.

36. Durant la période considérée, l'Assemblée parlementaire a adopté trois nouvelles lois, dont la loi sur le budget de 2014, et 13 séries d'amendements à des lois existantes.

37. Des lois continuent d'être bloquées faute d'un soutien de la part des représentants élus des entités, en particulier ceux de la Republika Srpska. C'est notamment le cas du projet de loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes, rejeté au Parlement par les représentants des partis qui l'avaient auparavant soutenu en Conseil des ministres. Le texte de loi avait été élaboré sur la base des recommandations formulées dans le rapport 2009 du Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL). Le Comité a fait savoir que si cette loi n'était pas adoptée il serait dans l'obligation de déplorer publiquement l'absence de dispositifs de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme en Bosnie-Herzégovine.

38. Les amendements à la loi sur la résidence permanente et temporaire, qui durciraient le contrôle des déclarations de domicile, ont causé des divisions profondes dans le pays. En Bosnie-Herzégovine, les listes d'électeurs sont en général établies à partir de la base des données domiciliaires, et les représentants de la Republika Srpska considèrent que l'obligation prévue dans les amendements de fournir une attestation de domicile est essentielle pour garantir l'intégrité des votes et des registres domiciliaires et éviter les déclarations de domicile faites dans le seul but de pouvoir voter en Republika Srpska, surtout à l'approche des élections d'octobre 2014. Des ONG bosniaques ont lancé une campagne pour encourager les Bosniaques à voter en Republika Srpska aux prochaines élections, et le SDA s'oppose énergiquement au durcissement des contrôles, qu'il considère comme une entrave au droit de retour garanti par l'Accord de paix et une continuation du

nettoyage ethnique. La querelle autour des amendements laisse présager une autre controverse virulente sur la procédure d'inscription avant les élections.

39. Le 5 novembre, le groupe bosniaque a invoqué l'intérêt national vital à la Chambre des peuples pour opposer son veto aux amendements, mais la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine a rejeté l'argument. À la séance du 12 mars de la Chambre des peuples, il a proposé que la loi soit examinée selon la procédure régulière pour que des amendements puissent être déposés, ce qui à son avis limiterait la possibilité de mauvaise interprétation et de violation des droits des rapatriés. La question est en instance devant la Chambre. Dans l'intervalle, les autorités de la Republika Srpska ont lancé la procédure d'adoption d'une loi de l'entité sur la résidence qui, si elle est adoptée, constituera un geste unilatéral de la part d'une entité pour légiférer sur une question déjà couverte par la législation de l'État. En outre, le 17 avril, le Gouvernement de la Republika Srpska a adopté une décision exigeant la présentation de certaines pièces justificatives pour toute demande d'inscription. La nouvelle a suscité une certaine inquiétude étant donné que cette question relève de la législation de l'État, mais le texte de la décision n'a pas encore été rendu public et les autorités de la Republika Srpska ne l'avaient pas communiqué à mon bureau au moment de la rédaction du présent rapport.

40. Les questions relatives à la justice ont continué de figurer en bonne place à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée parlementaire. Suite à la décision rendue en juillet par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Maktouf* (voir par. 74 pour plus de précisions), le SNSD a déposé des amendements au Code de procédure pénal, visant à rejurer toutes les affaires de crime de guerre ayant fait l'objet d'un jugement définitif en vertu du Code pénal de 2003 de la Bosnie-Herzégovine. Ces amendements ont été adoptés par la Chambre des peuples, mais ont été retoqués par la Chambre des représentants en février après l'intervention de la communauté internationale. Le 6 février, les représentants serbes ont quitté la séance de la Chambre des représentants en signe de protestation contre l'absence de réponse immédiate de la part du Ministère de la justice de la Bosnie-Herzégovine quant à la situation judiciaire de deux généraux de la Republika Srpska, dont l'un était sous le coup d'un mandat d'arrêt d'INTERPOL. Les représentants de la Republika Srpska ont continué de rejeter les rapports d'activité annuels des institutions judiciaires de l'État avec cette fois celui des rapports de 2012 sur les activités du Haut Conseil de la magistrature et du Bureau du Procureur de Bosnie-Herzégovine.

Absence de décision sur les amendements constitutionnels concernant l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Sejdic-Finci

41. Les dirigeants politiques n'ont fait aucune avancée au sujet de l'exécution de l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Sejdic-Finci*, et de son côté l'Assemblée parlementaire n'a voté sur aucun des amendements de la Constitution qui lui avaient été soumis concernant cette question.

Numéro d'identification personnel

42. Le 5 novembre 2013, la Chambre des peuples de Bosnie-Herzégovine a adopté des amendements à la législation régissant l'attribution des numéros d'identification

personnels, mettant fin à la crise politique et institutionnelle qui durait depuis des mois et avait suscité des manifestations de grande ampleur en juin 2013. De ce fait, les Bosno-Herzégoviens ont pu de nouveau obtenir un numéro d'identification personnel par le biais du système national unique qui était déjà en service avant la crise.

Préparatifs des élections générales de 2014

43. La Commission électorale centrale doit en principe annoncer en mai que des élections se tiendront en octobre 2014, conformément à la loi électorale de la Bosnie-Herzégovine. En novembre 2013, l'Assemblée parlementaire a créé un groupe de travail interinstitutions chargé de rédiger les amendements à la loi électorale. Le groupe a présenté au Parlement, pour adoption au titre de la procédure d'urgence, des amendements qui apportaient quelques améliorations techniques à la loi électorale. Les amendements ont été approuvés le 15 avril à la majorité simple de la Chambre des représentants, mais ont néanmoins été transmis au Collège pour harmonisation car ils n'ont pas reçu l'appui requis de la part des représentants de la Republika Srpska.

IV. Fédération de Bosnie-Herzégovine

Manifestations de 2014

44. Les manifestations qui ont démarré à Tuzla le 5 février ont été l'événement marquant de la période considérée et le signe des problèmes politiques, sociaux et économiques de plus en plus nombreux que rencontrait le pays et du mécontentement croissant des citoyens vis-à-vis des dirigeants politiques et des gouvernements. Le 7 février, 3 000 personnes étaient dans les rues à Tuzla lorsque les manifestations ont dégénéré. À la fin de la journée, le siège du gouvernement cantonal et l'hôtel de ville étaient en flammes. Les manifestations et leur cortège de violences se sont rapidement propagés à d'autres villes, notamment Zenica, Mostar, Bihac, Brcko et Sarajevo. Elles ont pris une tournure particulièrement violente à Sarajevo avec l'incendie du siège du gouvernement cantonal et de la présidence de la Bosnie-Herzégovine. De nombreux policiers et des manifestants ont malheureusement été blessés. Les personnes arrêtées durant les manifestations auraient subi des mauvais traitements pendant leur détention.

45. À Mostar, les manifestations qui avaient démarré pacifiquement le 7 février ont dégénéré le même jour avec la dégradation de six bâtiments (siège du gouvernement cantonal, Assemblée cantonale, hôtel de ville, siège de l'administration municipale et bureaux de l'Union démocratique croate (UDC) et du SDA). Le Ministre cantonal de l'intérieur à Mostar a démissionné au plus fort des désordres, ce qui a compliqué d'autant les tentatives d'intervention pour mettre fin à l'insécurité. Le fait que la coalition au pouvoir dans le canton ne soit pas parvenue au bout de six mois à nommer un commissaire de police cantonal a par ailleurs gravement compromis la capacité de la police de faire face à la violence. Il est donc indispensable qu'un commissaire de police soit nommé sans plus tarder.

46. Les forces de l'ordre ont eu toutes les peines du monde à faire face à l'ampleur des manifestations et à l'insécurité ambiante. En l'absence de répartition claire des responsabilités et de mécanismes d'activation des dispositifs d'entraide prévus par la loi, l'intervention des policiers a été lente et parfois confuse.

47. Au lendemain des manifestations, des organisations civiques d'un nouveau type, appelées « plénums », ont vu le jour. Les plénums étaient des espaces de parole où les citoyens, les travailleurs, les intellectuels urbains et autres manifestants pouvaient dialoguer et formuler les revendications à présenter aux gouvernements. L'une de leurs principales revendications, à savoir la démission des gouvernements, a été satisfaite dans quatre cantons (Tuzla, Sarajevo, Zenica et Bihac). À ce jour, seul Tuzla a un nouveau gouvernement élu mais le Gouvernement de la Fédération et le gouvernement cantonal de Mostar ont refusé de démissionner. En général, les plénums ont surtout réclamé des mesures de lutte contre la corruption, des droits sociaux et des droits au travail. À la fin de la période considérée, ils attireraient beaucoup moins de monde qu'à leur début.

48. Les manifestations ont eu un large écho international et des manifestations symboliques de soutien ont eu lieu dans toute la région. Les représentants de la communauté internationale ont défendu le droit de manifestation des contestataires mais ont bien précisé que les rassemblements devaient être pacifiques. Je reste convaincu qu'une société civile dynamique et mobilisée, qui demande des comptes à ses dirigeants élus, est essentielle pour l'avenir démocratique du pays et j'espère que les manifestations inciteront les partis à axer leurs prochaines campagnes électorales sur une plateforme de réformes concrètes et non sur les causes nationalistes qui ont en général dominé les campagnes électorales en Bosnie-Herzégovine. J'espère aussi que l'esprit d'engagement civique se perpétuera, que de nouveaux candidats se présenteront aux élections et que les citoyens seront plus nombreux à voter en octobre.

49. Les réactions des élus et des dirigeants politiques face aux manifestations ont été variées. Les partis établis à Sarajevo ont dans l'ensemble admis que les manifestations et les plénums traduisaient le mécontentement de nombreux citoyens, tout en cherchant à minimiser leur portée. Certains partis ont tenté de détourner l'attention en faisant des propositions irréalistes comme d'avancer la date des élections. Les partis croates et serbes ont parfois cherché à faire passer les manifestations pour une initiative organisée par les Bosniaques pour changer l'ordre constitutionnel du pays, en dépit du fait que dans leur très grande majorité, les manifestants dénonçaient surtout des problèmes ordinaires liés à la corruption et à la mauvaise gouvernance.

50. Malgré des querelles persistantes entre les partis de la coalition au pouvoir, le Gouvernement de la Fédération a continué de fonctionner; il s'est réuni régulièrement et a adopté 55 nouvelles lois et des amendements à 27 lois existantes durant la période considérée. Le Parlement de la Fédération s'est lui aussi réuni régulièrement durant la période considérée et a adopté 8 nouvelles lois, 11 amendements à des lois existantes et 15 projets de loi. Le Président de la Chambre des représentants de la Fédération a démissionné en janvier. À ce jour, l'organe n'a toujours pas réussi à élire un remplaçant et ce sont les deux vice-présidents qui assurent l'intérim.

Menace de crise due au renvoi du Ministre des finances par le Président de la Fédération

51. La Fédération a traversé une autre crise politique et financière en janvier lorsque le Président de l'entité a limogé avec effet immédiat le Ministre des finances de la Fédération, alors qu'il n'existait aucune disposition juridique autorisant

quelqu'un d'autre que le Ministre à signer les ordres de paiement inscrits au budget, y compris les remboursements de la dette extérieure. Comme le Ministre des finances a des responsabilités dans un certain nombre d'organes étatiques, son renvoi a eu une incidence au niveau de l'État, notamment sur l'exécution des obligations de la Bosnie-Herzégovine envers ses créanciers et au titre de l'accord de confirmation du FMI. En étroite coordination avec les partenaires internationaux, notamment l'ambassade des États-Unis, la délégation et le Représentant spécial de l'Union européenne et le FMI, mon bureau est intervenu directement auprès des autorités de la Fédération afin d'aider au règlement du litige.

52. Le 3 janvier, le Premier Ministre de la Fédération a pris contact avec la Cour constitutionnelle de la Fédération pour régler le litige mais aussi pour émettre des mesures provisoires habilitant le Ministre des finances à continuer de s'acquitter de ses fonctions en attendant la décision finale de la Cour. Le 10 janvier, j'ai envoyé à la Cour constitutionnelle de la Fédération une lettre *amicus curiae* dans laquelle j'ai fait part de mes vues au sujet de la légalité de la décision du Président et de la nécessité de prendre des mesures provisoires pour éviter de graves conséquences financières pour la Fédération et la Bosnie-Herzégovine tout entière. Le 15 janvier, la Cour constitutionnelle de la Fédération a adopté une décision sur des mesures provisoires autorisant les paiements prévus au budget, y compris le remboursement de la dette intérieure et de la dette extérieure, et facilitant le fonctionnement régulier des organes étatiques dans lesquels intervient le Ministre des finances de la Fédération. La Cour ne s'est pas encore prononcée sur l'affaire sous-jacente à cette crise.

53. Ces événements ont révélé un défaut du système et j'ai le plaisir de signaler qu'en avril le Parlement de la Fédération a adopté des amendements à la loi sur l'exécution du budget de la Fédération de Bosnie-Herzégovine pour 2014, qui disposent qu'en l'absence du Ministre, un fonctionnaire du Ministère des finances de la Fédération ou un membre du gouvernement de la Fédération habilité par le gouvernement de la Fédération peut cosigner les ordres de paiement.

Progrès accomplis dans la nomination des juges à la Cour constitutionnelle de la Fédération

54. D'importants progrès ont été faits durant la période considérée dans la nomination trop longtemps retardée des juges à la Cour constitutionnelle de la Fédération et à sa formation chargée de l'intérêt national vital. La formation a été dans l'incapacité de travailler pendant près de cinq ans, ce qui a conduit au blocage de plusieurs lois devant les corps législatifs de la Fédération et des cantons, et notamment de la décision relative à la motion de défiance contre le Gouvernement actuel de la Fédération. À la suite d'une action concertée de plusieurs mois entre mon bureau et le Président de la Fédération, les vice-présidents et les membres de la Chambre des peuples de la Fédération, la Chambre des peuples a confirmé le 20 mars la nomination de deux juges à la Cour constitutionnelle de la Fédération. Huit des neuf postes de juge à la Cour sont à présent pourvus, la nomination du neuvième juge étant en attente d'une décision de la formation chargée de l'intérêt national vital.

55. Les autorités compétentes doivent à présent appliquer les dernières mesures pour que la formation de la Cour chargée de l'intérêt national vital devienne opérationnelle. Sa trop longue inactivité a servi d'excuse commode aux parlements

de la Fédération et des cantons qui voulaient bloquer des décisions importantes. Il est par conséquent indispensable de rétablir son fonctionnement avant les élections générales d'octobre 2014, de manière que la formation du nouveau gouvernement ne soit pas encore plus compliquée ou retardée.

Commission des opérations de bourse de la Fédération

56. Dans mon dernier rapport, j'ai appelé l'attention sur la grave fragilisation du marché des capitaux et de l'économie de la Fédération liée à la décision rendue par la Cour suprême de la Fédération en avril 2013 concernant la Commission des opérations de bourse de la Fédération. À la suite d'un dialogue intensif engagé par mon bureau, une interprétation authentique de la loi de la Fédération relative à la Commission des opérations de bourse a été adoptée par le Parlement de la Fédération en novembre 2013. Cette interprétation écarte le risque de contestation des décisions prises par la Commission entre mai 2009 et avril 2013 et permet à la Commission de poursuivre son activité en tant qu'organe technique jusqu'à ce qu'une nouvelle commission soit formée. Mon bureau demeure mobilisé sur cette question.

57. La Chambre des peuples de la Fédération a rejeté en mars une solution systématique visant à assurer la continuité des fonctions dans diverses institutions publiques de la Fédération. Les amendements à la loi de la Fédération relative aux nominations ministérielles, gouvernementales et autres, qui présentent aussi un intérêt et de l'importance pour le FMI, devront être examinés à nouveau durant la période à venir.

Réforme de la Constitution de la Fédération

58. Aucun progrès concret n'a été fait en ce qui concerne la réforme de la Constitution de la Fédération, bien que la nécessité de cette réforme soit généralement admise, et il n'y en aura probablement pas avant les élections d'octobre. Toutefois, la Chambre des représentants de la Fédération a prévu de tenir une séance thématique le 23 avril afin d'examiner les mesures à prendre pour amender la Constitution de la Fédération.

Loi sur les droits des personnes qui retournent dans leur lieu de résidence permanent d'avant guerre

59. Le 11 avril, le Parlement de la Fédération a adopté la loi sur les droits des personnes qui retournent dans leur lieu de résidence permanent d'avant guerre en Republika Srpska et dans le district de Brcko. La loi vise à permettre aux personnes rapatriées en Republika Srpska et dans le district de Brcko de continuer de toucher les pensions de retraite, les allocations d'ancien combattant, et les prestations d'invalidité et de maladie servies dans la Fédération. Les autorités de la Republika Srpska ont affirmé que cette loi encouragera des personnes ne vivant pas en Republika Srpska à s'y domicilier à seule fin de pouvoir y voter aux prochaines élections d'octobre sans risquer de perdre leurs allocations dans la Fédération. Le Président de l'Assemblée nationale de la Republika Srpska a déclaré que la Republika Srpska contesterait la constitutionnalité de la loi devant la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine et que des contre-mesures législatives seraient envisagées. La loi semble principalement confirmer le maintien des droits à prestations dans la Fédération pour ceux qui retournent dans leur lieu de résidence

d'avant guerre en Republika Srpska, mais simplifie assurément certaines procédures.

Mostar

60. Aucune mesure concrète n'a été prise par les autorités nationales ou les partis politiques pour appliquer la décision de 2011 par laquelle la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine a frappé d'inconstitutionnalité l'actuel système électoral. Il s'ensuit que les élections locales prévues en octobre 2012 n'ont toujours pas eu lieu à Mostar, qui reste sans conseil municipal. Le maire continue à titre intérimaire de superviser le fonctionnement quotidien de la ville.

61. Cette situation a nécessité l'adoption de nouvelles dispositions juridiques pour permettre à la ville d'adopter le budget de 2014. En février, avec les encouragements de mon bureau, le Parlement de la Fédération a adopté des amendements à la loi sur les budgets qui autorise le maire de Mostar à prendre – avec l'assentiment du Chef du Département des finances – une décision concernant le financement temporaire pour le premier trimestre de 2014 et un budget pour 2014. En mars, le maire et le Chef du Département des finances ont signé une décision portant financement temporaire pour les trois premiers mois de 2014. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucun budget n'avait encore été adopté pour permettre que les paiements continuent après le 1^{er} avril 2014.

62. Le 16 décembre 2013, l'UDC a proposé des amendements à la loi électorale de Bosnie-Herzégovine pour permettre la tenue d'élections locales à Mostar, amendements qui reprenaient essentiellement une solution que d'autres partis avaient déjà rejetée. La Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine s'est prononcée contre la tentative du groupe bosniaque de la Chambre des peuples de retoquer les amendements au nom de l'intérêt national vital, mais les amendements ont de toute manière peu de chances d'être adoptés par l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine. Le document-cadre élaboré par six autres partis avec l'aide de mon bureau n'est pas encore examiné mais il peut constituer la base d'une solution. L'absence d'effort sérieux de la part de l'UDC et du SDA pour trouver une solution conforme à la décision de la Cour demeure un grave sujet d'inquiétude, et a entraîné une détérioration des services proposés aux habitants de Mostar.

V. Republika Srpska

63. Durant la période considérée, les institutions de la Republika Srpska se sont réunies régulièrement, dans un contexte de tensions croissantes entre la coalition au pouvoir et les partis d'opposition.

64. Des manifestations pacifiques de protestation ont eu lieu à Banja Luka, Bijeljina et Prijedor au mois de février, mais elles ont attiré moins de monde que les manifestations qui avaient eu lieu dans la Fédération. Les manifestations qui ont eu lieu à Banja Luka le 18 février réunissaient des représentants d'organisations non gouvernementales, des étudiants, des anciens combattants, des retraités et des travailleurs. Elles étaient dirigées contre des cas de privatisation où la corruption aurait joué un rôle et contre des mesures sociales impopulaires prises par les autorités. Les partis d'opposition n'ont pas pris part à ces manifestations. Selon les autorités de la Republika Srpska, ces manifestations étaient une tentative de déstabiliser l'Entité et étaient guidées par des agents de l'étranger. Des

manifestations ultérieures dans l'Entité ont été axées plus étroitement sur les griefs des anciens combattants.

65. Durant la période considérée, les responsables de la Republia Srpska ont lancé une campagne visant à désarmer les critiques publiques qui commençaient à s'accumuler contre eux. Cette campagne a été accompagnée d'arrestations par la police de personnes qui critiquaient le Gouvernement et le Président, arrestations opérées sous des prétextes apparemment fallacieux, de harcèlement de responsables d'activités civiques, d'annonces de plans visant à réglementer de manière restrictive le fonctionnement des organisations non gouvernementales, ainsi que de la publication d'un livre, sur le site Web du Parti social-démocrate indépendant, qui contenait une liste d'individus et d'organisations qui mettraient en péril l'ordre constitutionnel de la Republika Srpska. Tout aussi inquiétantes sont les mesures prises pour assurer un contrôle politique sur les médias et nommer des responsables politiques chargés de diriger le service public de radio et de télévision. En décembre, le Président de la Republika Srpska a créé un conseil, vaguement chargé de la protection de l'ordre constitutionnel, doté de compétences et d'un personnel dont la composition sont inconnus du public. Mon bureau suit de près ces questions, toutes les autorités ayant l'obligation de préserver les droits de l'homme garantis aux termes de l'annexe IV de l'Accord de paix.

66. Pour améliorer la compétitivité de l'économie de la Republika Srpska, le Gouvernement a allégé les impôts pesant sur le travail en exonérant les revenus mensuels. En décembre, il a lancé l'initiative appelée One-Stop Shop Business Registration, qui devrait faciliter l'enregistrement des nouvelles entreprises, le processus ne devant prendre que trois jours au maximum, et réduire le poids du fardeau administratif qui pèse sur les entreprises.

67. Des différends concernant l'éducation primaire de certains Bosniaques de la Republika Srpska, différends que j'avais soulevés dans mon rapport précédent, sont demeurés non résolus durant la période considérée, malgré l'engagement dont ont fait preuve l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, mon bureau et d'autres. Dans une zone, des parents ont décidé de retirer leurs enfants de l'école primaire locale, préférant de la sorte qu'ils poursuivent leur éducation dans une école parallèle établie à l'écart du système d'enseignement de la Republika Srpska. La Conférence des ministres de l'éducation n'a guère progressé sur la question plus large de la réforme de l'enseignement.

68. Les autorités de la Republika Srpska ont poursuivi leur politique consistant à refuser au Haut-Représentant l'accès à l'information et aux documents officiels dont il a besoin pour remplir son mandat. L'annexe X de l'Accord-cadre général pour la paix oblige toutes les autorités en Bosnie-Herzégovine à coopérer pleinement avec le Haut-Représentant ainsi qu'avec les organisations et organismes internationaux, comme le prévoit l'article IX dudit Accord-cadre. La pratique du Gouvernement consistant à ne pas fournir les informations et documents demandés par le Bureau du Haut-Représentant remonte à 2007. Les appels répétés lancés aux autorités par le Conseil de mise en œuvre de la paix, qui leur rappelaient leur obligation de veiller à ce que le Haut-Représentant ait accès à tous les documents en temps utile, pas plus que ma lettre adressée récemment au Premier Ministre de la Republika Srpska le 21 mars 2014, sont restés sans effet. Dans une allocution prononcée le 26 mars

2014, le Président de la Republika Srpska s'est vanté, en termes peu choisis, de ce que l'Entité ne se conformait pas à son obligation¹⁰.

VI. Implantation de la primauté du droit

69. Le Dialogue structuré sur la justice que l'Union européenne a entrepris de mener avec les autorités de Bosnie-Herzégovine et dont je me suis félicité s'est poursuivi, à la manière d'une instance dans laquelle on peut discuter du développement futur du secteur judiciaire et, plus largement, de la justice en Bosnie-Herzégovine. Mon bureau, qui continue de suivre l'évolution du Dialogue, reste en contact avec l'Union européenne, certaines des questions abordées dans le Dialogue étant d'un intérêt spécial pour l'application par les civils de l'Accord-cadre, notamment celles qui ont trait à la répartition des compétences entre l'État de Bosnie-Herzégovine et ses entités composantes, en vertu de la Constitution du pays¹¹. Durant la période considérée, deux points ont retenu l'attention; ils représentent une importance spéciale. Il s'agit du projet de loi sur l'organisation des tribunaux en Bosnie-Herzégovine et du projet de loi sur le Haut Conseil de la magistrature.

70. Suivant en cela une recommandation formulée par le Dialogue structuré qui s'est tenu les 11 et 12 novembre 2013 à Banja Luka selon laquelle l'adoption du projet de loi sur l'organisation des tribunaux en Bosnie-Herzégovine devait rester une priorité pour la législature en cours, le Ministre de la justice a transmis un projet de texte au Conseil des ministres pour adoption à sa réunion du 22 janvier. Toutefois, le projet de loi a été retiré de l'ordre du jour. Il continue de prêter à controverse, en ce qu'il réduit la compétence en matière pénale de l'État de Bosnie-Herzégovine.

71. Une nouvelle loi est en voie d'élaboration. Elle porte sur le Haut Conseil de la magistrature et est discutée au sein du Dialogue structuré. Le projet de loi contient un certain nombre de propositions controversées, notamment la nomination de procureurs en chef par les différents parlements et non par le Conseil, comme c'est le cas actuellement. Ces problèmes ont été soulignés par la Commission de Venise dans son avis sur le projet de texte rendu en mars 2014.

Stratégie de réforme du secteur de la justice

72. La stratégie actuelle de réforme du secteur de la justice a expiré à la fin de 2013. La nouvelle stratégie, qui porte sur la période 2014-2018, doit encore être finalisée et adoptée par l'État, l'Entité et les autorités de district de Brcko.

¹⁰ « J'ai dit [explication] le Bureau du Haut-Représentant. Il n'y a plus de Bureau du Haut-Représentant. Il n'y aura donc pas d'envoi à ce bureau d'aucun papier ou document. », BN Television, 26 mars 2014.

¹¹ Il s'agit notamment de ce qui suit : les compétences de l'État de Bosnie-Herzégovine en matière pénale; les modifications apportées au fonctionnement de la Cour de Bosnie-Herzégovine et le cadre juridique pour la création de la cour d'appel de Bosnie-Herzégovine; la question d'une nouvelle loi régissant le Haut Conseil de la magistrature; la coopération internationale en matière de poursuite des crimes de guerre, et l'application de la Stratégie de poursuites lancées contre les auteurs de crimes de guerre.

Poursuite des crimes de guerre

73. Pendant la période considérée, le Conseil chargé de suivre la mise en œuvre de la Stratégie de poursuite des crimes de guerre a continué de se réunir régulièrement. S'inspirant de la conclusion qu'il avait tirée antérieurement, à savoir qu'il était improbable que les affaires les plus complexes puissent être réglées d'ici à 2015, le Conseil a adopté en février 2014 des conclusions dans lesquelles il demande au Bureau du Procureur de Bosnie-Herzégovine d'évaluer à quel moment cette catégorie importante d'affaires pourra être réglée.

74. Le 18 juillet 2013, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu son arrêt dans l'affaire *Maktouf et Damjanović c. Bosnie-Herzégovine*. Elle a estimé que l'application rétroactive du Code pénal de la Bosnie-Herzégovine à partir de 2003 à deux affaires de crimes de guerre commis en 1993 violait la Convention européenne des droits de l'homme. À partir de septembre 2013, la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine a commencé à interpréter la décision de la Cour européenne des droits de l'homme pour appliquer celle-ci à un éventail plus large d'affaires que celles directement visées par la décision; elle a ainsi annulé un certain nombre de jugements rendus par la Cour de Bosnie-Herzégovine. Parmi les arrêts ainsi cassés, il y avait ceux qui concernent les auteurs du génocide de Srebrenica qui avaient été condamnés à des peines supérieures à trente ans d'emprisonnement pour avoir pris part à l'exécution de plus d'un millier de personnes et ceux de personnes condamnées pour avoir pris part à des crimes de guerre contre des civils où il y avait eu plus de 20 tués.

75. Le 5 décembre, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, organe chargé de superviser l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, s'est prononcé sur cette affaire et a rappelé que dans cet arrêt, la Cour européenne des droits de l'homme avait précisé qu'elle ne statuait pas sur l'application rétroactive du Code de 2003 dans des affaires de crimes de guerre *in abstracto*, mais qu'il convenait de se prononcer au cas par cas, en tenant compte des circonstances propres à chaque affaire. Le même Comité a souligné l'importance pour les autorités nationales de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le maintien en détention des personnes condamnées et attendant d'être rejugées par la Cour de Bosnie-Herzégovine, dès lors que cette détention était compatible avec les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme.

76. Du fait des jugements rendus par la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine qui annulaient des jugements rendus précisément par cette même cour, les individus condamnés précédemment ont été mis en liberté et n'ont pas dû continuer à exécuter leur peine d'emprisonnement en attendant d'être rejugés. La Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine a rejeté les requêtes demandant que ces individus soient détenus en attendant d'être rejugés, car elle a estimé que le Code de procédure pénale ne prévoyait pas une telle détention. Cette mise en liberté d'individus condamnés pour des crimes de guerre parmi les plus graves et pour le génocide en attendant d'être rejugés n'a pas été sans provoquer de réactions de la part des organisations de victimes et de témoins, notamment de la part du Mouvement des mères habitant les enclaves de Srebrenica et de Žepa.

77. L'émission par INTERPOL de mandats d'arrêt pour crimes de guerre, aux termes desquels la Serbie et la Croatie auraient dû arrêter des citoyens de Bosnie-Herzégovine, a suscité des tensions politiques, bien qu'il existât des protocoles de coopération avec ces deux pays pour la poursuite des crimes de guerre. En vertu de

la résolution INTERPOL de 2010 sur la coopération avec de nouvelles demandes concernant le génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, les pays ont trente jours pour déposer des protestations contre des mandats d'arrêt, une fois qu'ils ont été informés de ceux-ci par le Secrétariat général. Ce qui était en question dans cette affaire, c'était le point de savoir si les autorités de Bosnie-Herzégovine élèveraient des protestations contre ces mandats d'arrêt et si la même norme s'appliquerait aux deux mandats d'arrêt. Le calme est revenu après que le Ministère de la justice de Bosnie-Herzégovine eut déposé des protestations officielles auprès du Secrétariat général à propos des deux affaires, comme la présidence de la République de Bosnie-Herzégovine lui avait donné instruction de le faire.

VII. Sécurité publique et respect de la loi

78. Les immixtions politiques concernant le fonctionnement de la police ont continué d'être le principal défi à relever pour assurer le bon fonctionnement de la police dans le pays. Pareille immixtion s'est donnée libre cours dans un domaine en particulier, celui des nominations à des postes clefs de la police, faites avec retard, à différents niveaux de l'administration de la Bosnie-Herzégovine. Le Conseil des ministres a achevé le processus de nomination de plusieurs directeurs et directeurs-adjoints de la police au niveau national au mois d'avril, plus d'un mois après que leurs mandats avaient expiré. Des commissaires ont été nommés dans les cantons d'Una-Sana et de Tuzla en avril, après des retards importants pendant de nombreuses années. Depuis septembre 2013, le canton d'Herzégovine-Neretva est sans commissaire de police, et il est le seul canton de la Fédération à se trouver dans cette situation.

79. Mon bureau continue de suivre de près les modifications à apporter à la législation sur la police, et des faits nouveaux importants sont à signaler en ce mois d'avril 2014. Durant ce même mois, le Conseil des ministres a adopté des améliorations techniques à la législation sur les responsables de la police. Le Gouvernement fédéral a adopté une loi fédérale révisée sur les affaires intérieures, qui renforce l'autonomie budgétaire et fonctionnelle du Directeur de la police fédérale. Cependant l'Assemblée nationale de la Republika Srpska a adopté des modifications de la législation nationale sur les affaires intérieures; contrairement à la ligne suivie au niveau de la Fédération et des États, le rôle du Ministre de l'intérieur de la Republika Srpska se trouve renforcé dans le domaine des effectifs de police.

VIII. Économie

Indicateurs économiques

80. En 2013, l'économie a poursuivi son redressement en Bosnie-Herzégovine. Selon le FMI, la croissance aurait atteint plus de 1 % en 2013 et elle devrait faire encore mieux dans cette ligne en 2014, à mesure que les perspectives s'améliorent en Europe. L'accroissement de 6,7 % enregistré par la production industrielle en 2013 était dû principalement à l'augmentation de 9,5 % enregistrée dans le secteur manufacturier et à la croissance de 5,6 % enregistrée dans la production d'électricité à la suite de précipitations abondantes. Les exportations ont crû, elles aussi,

atteignant 6,6 %, et les importations ont diminué de 0,5 %. De ce fait, le déficit du commerce extérieur du pays a diminué en 2013 de 8,3 %, les exportations couvrant les importations à raison de 55,2 %.

81. Cela étant, les niveaux de chômage ont continué d'augmenter, le taux dans l'administration du pays étant évalué à 44,5 %. En décembre 2013, le salaire et la retraite en Bosnie-Herzégovine s'établissaient en moyenne et en net à respectivement 428 euros et 173 euros.

82. Les données révisées que vient de publier le Ministère du commerce extérieur et des relations économiques concernant les investissements directs étrangers ne manquent pas de susciter des préoccupations, car elles montrent que de tels investissements ont diminué de 34 % par rapport à 2012. Ces données donnent à penser que les responsables pourraient faire beaucoup mieux pour permettre à la Bosnie-Herzégovine de réaliser pleinement son potentiel économique.

Questions fiscales

83. Malgré une collecte record de recettes fiscales indirectes en 2013, qui constituent l'essentiel des recettes budgétaires de tous les ministères, l'afflux final des recettes fiscales indirectes provenant de tous les niveaux de gouvernement – sauf pour l'État – a été inférieur à celui de 2012, en raison des remboursements accrus de TVA et des obligations de la dette extérieures en 2013. La pression fiscale qui en a résulté a créé des problèmes pour l'exécution en temps utile des paiements budgétaires; dans certains cas, elle a amené des gouvernements à accepter des arrangements financiers défavorables.

84. En particulier, les cantons n'ont pas su s'adapter à ce déficit des recettes fiscales indirectes, ce qui s'est ajouté aux problèmes non résolus des dépenses passées et à l'absence de volonté de se réformer. Ceci a créé des difficultés fiscales sérieuses qui ont eu des prolongements plus vastes, car les autorités cantonales emploient au total quelque 50 000 personnes, notamment dans les domaines de la police, de l'enseignement, du pouvoir judiciaire et de l'administration.

85. Le déficit des recettes fiscales indirectes, la non-réalisation de certaines sources de revenus budgétées et des retards survenus dans les décaissements internationaux, imputables aux retards dans l'application des exigences liées à ces décaissements, tout cela a accru les pressions fiscales exercées sur les entités. Cependant, le FMI a aidé les entités à maintenir la stabilité fiscale durant l'exercice considéré en effectuant deux décaissements en vertu de l'Arrangement prévisionnel et en subordonnant ces décaissements à des mesures concrètes de réforme.

86. Malgré l'avantage qu'il y a à se conformer à l'Accord prévisionnel et bien que les budgets de l'entité pour 2014 dépendent étroitement des décaissements du FMI et de la Banque mondiale, les discussions engagées en février avec les autorités de la Bosnie-Herzégovine n'ont pas amené à la prise en considération du sixième examen par le Conseil d'administration du FMI.

87. Le déficit des recettes fiscales indirectes en 2013 n'a pas eu d'incidence négative au niveau de l'État, celui-ci percevant un montant fixe des recettes pour financer ses propres institutions. Ce qui inquiète, en revanche, c'est que le montant budgété pour les institutions de l'État en 2013 était identique à celui de 2012 et qu'aucune augmentation n'est prévue pour 2014 non plus. Ceci risque d'avoir des conséquences fâcheuses pour le fonctionnement des institutions de l'État et leur

capacité de faire face à toutes leurs obligations, y compris celles qu'elles assument face à l'Union européenne et à l'OTAN.

88. Ces problèmes fiscaux risquent de se poursuivre en 2014, vu la nouvelle augmentation du service de la dette extérieure et l'absence de poursuites du progrès en matière de réformes structurelles.

Le point sur la Société nationale d'électricité

89. Les premiers ministres de l'entité ont fait de grands progrès pendant la période considérée afin de garantir le fonctionnement plein et entier de la société publique de distribution électrique (Transco). En décembre et en mars, avec de nombreuses années de retard, en leur qualité de membres de l'assemblée des actionnaires de Transco, ils ont approuvé les rapports d'audit restants, marqué leur accord sur les *business plans* visant à développer le réseau de distribution électrique du pays et achevé le processus de nomination aux postes de responsabilité de ladite société. Ils ont également invité des experts de la Commission européenne/du secrétariat de la Communauté de l'énergie à faire des suggestions pour la mise au point des plans d'investissement de Transco. De son côté, le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine a nommé de nouveaux membres au Conseil de gestion de la société.

90. En mars, dans la foulée des changements apportés à la législation en la matière, les actionnaires de Transco ont accepté de distribuer aux entités environ 50 millions d'euros provenant du profit réalisé entre 2007 et 2012.

91. Le progrès bienvenu, qui s'était fait longtemps attendre, pour garantir le fonctionnement plein et entier de Transco fait suite à de nombreuses années d'obstruction, marquées notamment par des tentatives de la part de la Republika Srpska de se retirer unilatéralement de la société et de diviser le système de distribution d'électricité selon les entités. À présent, il faut que les actionnaires et la nouvelle direction axent leurs efforts sur l'exécution des décisions adoptées, en ayant à l'esprit la nécessité urgente de réaliser des investissements dans le réseau de transmission de l'électricité. Une telle transmission, dès lors qu'elle fonctionnerait bien, ne pourrait que bénéficier aux pays et à la région.

IX. Retour des réfugiés et des personnes déplacées

92. Le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans les maisons qu'ils occupaient avant la guerre joue un rôle capital dans l'application pleine et entière de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine. Les événements survenus durant la période considérée confirment qu'il reste encore beaucoup à faire pour que cette obligation puisse être considérée comme accomplie.

93. Malheureusement, la Stratégie révisée d'application de l'annexe VII de l'Accord-cadre général continue de manquer de bénéficier de l'appui nécessaire pour garantir qu'il soit appliqué pleinement et en temps utile. Selon ladite stratégie, l'influence politique et le manque d'une éducation adéquate à tous les niveaux sont autant d'obstacles au retour des réfugiés et personnes déplacées. L'éducation est également une chose des plus importantes pour la réconciliation et l'entente mutuelle en Bosnie-Herzégovine, qui doivent permettre une paix durable et la stabilité du pays. Durant la période considérée, les litiges portant sur les programmes de cours suivis par les élèves bosniaques qui revenaient dans leurs

communautés en Republika Srpska sont demeurés une source de tensions. Des problèmes apparus dans le secteur de l'enseignement confirment la nécessité urgente pour les autorités compétentes à travers toute la Bosnie-Herzégovine d'aborder sérieusement le problème de la réforme de l'enseignement et de relever les normes fondées sur les principes de non-discrimination, de non-ségrégation et d'ouverture à tous.

94. Comme certains événements l'ont confirmé, les autorités nationales ne sont pas toujours prêtes à se conformer à l'exigence posée à l'annexe VII de créer les conditions politiques, sociales et économiques propres à garantir le retour volontaire et la réintégration harmonieuse des réfugiés et des personnes déplacées, sans aucune préférence pour un groupe particulier. À titre d'exemple, les autorités locales du parti social-démocrate dans la municipalité de Visegrad ont continué de tenter d'exproprier et de détruire une maison reconstruite par les réfugiés, maison qui était également un lieu de mémoire des hommes, des femmes et des enfants bosniaques qui y avaient été brûlés vifs en juin 1992. À la suite d'un ordre donné par la Cour de Bosnie-Herzégovine dans le cadre d'une enquête sur des crimes de guerre, une exhumation a eu lieu dans la cour de la maison. Deux personnes avaient été condamnées à de lourdes peines dans cette affaire par le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie; un autre suspect a été arrêté en France durant la période considérée.

95. Vu les obstacles qui s'opposent à la pleine application de l'annexe VII, j'ai écrit au Haut-Commissaire des Nations Unies aux réfugiés (HCR) pour demander que le HCR revoie sa recommandation touchant la fin du statut de réfugié accordé à ceux qui rentrent en Bosnie-Herzégovine. Selon moi, l'annonce qu'il est mis fin au statut de réfugié pourrait être exploitée par certains partis durant la période préélectorale et cela compliquerait un environnement politique déjà instable dans le pays. Je sais gré au HCR de bien vouloir prendre en considération les inquiétudes que j'ai exprimées, ainsi que celles d'autres que moi. Je suis prêt à l'aider à reconsidérer ultérieurement cette question.

X. Faits nouveaux dans le domaine des médias

96. Il n'y a eu, durant la période considérée, aucun progrès dans le domaine de la réforme depuis longtemps attendue du Service public de radio et de télévision. De ce fait, les trois diffuseurs publics ont continué de manquer d'une coordination et d'une gestion de leurs activités conjointes. De son côté, le Gouvernement de la Republika Srpska a fait connaître publiquement son opposition à la formation du Service public de radio et de télévision et a demandé que l'on effectue des modifications de la législation au niveau des États pour envisager la formation du service public en question. Celui-ci devrait permettre une utilisation plus efficace des ressources communes et des démarches faites par les autorités compétentes; reporter la création de ce service s'avérerait extrêmement dommageable.

97. Tout aussi préoccupante est l'impression que l'on ressent de plus en plus que les autorités cherchent à influencer l'action des diffuseurs publics, notamment en ne nommant pas de nouveaux membres dans les conseils d'administration et en nommant à des postes de direction des individus qui ont des liens avec l'establishment politique.

98. Pour être plus positifs, notons que l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine a fini par désigner les membres d'un nouveau conseil de l'agence chargée de réguler les communications. Ce nouveau conseil a aussitôt entrepris la procédure de nomination longtemps attendue du nouveau directeur général. Il a également adopté des modifications au Code des communications commerciales, code qui était utilisé par le Conseil précédent pour réduire le temps consacré à la publicité par les diffuseurs publics. De la sorte, il a réduit à néant une décision plus que controversée prise par le Conseil précédent, décision qui compromettait la durabilité financière du Service public de radio et de télévision.

XI. Questions de défense

99. Durant la période considérée, les Ministères de la défense et des forces armées de la Bosnie-Herzégovine ont poursuivi les efforts d'amélioration du contrôle et de la gestion des munitions du pays, de ses armes et des stocks d'explosifs. Avec l'appui de la communauté internationale, on s'est efforcé de lancer un processus visant à mettre en place une base de données pour surveiller les munitions et faciliter l'élimination des armes et munitions excédentaires, conformément à l'Accord de 2008 sur l'élimination de tous les droits et obligations sur les biens mobiliers qui continuent à servir à des fins de défense. Toutefois, le risque d'une explosion accidentelle demeure en Bosnie-Herzégovine, vu l'âge des munitions et la médiocrité des conditions de stockage. Aucun progrès n'a été accompli en vue de créer un mécanisme permettant de vendre des munitions excédentaires. Pour être plus positifs, disons qu'une nouvelle loi fédérale sur l'amnistie, qui complète le cadre législatif dans ce domaine, a permis de rassembler un nombre significatif d'armes légères et de lancer des campagnes médiatiques de sensibilisation pour encourager de nouveaux progrès dans ce domaine.

100. Le manque de transparence que l'on continue d'observer dans le secteur des activités de déminage en Bosnie-Herzégovine explique que des dons ont été détournés du pays et permet de s'interroger sur l'objectif central de la Stratégie de la lutte antiminés menée en Bosnie-Herzégovine pour débarrasser le pays de ses mines d'ici à 2019.

XII. Mission militaire de l'Union européenne

101. Le 13 novembre 2013, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution [2123 \(2013\)](#) qui étend le mandat de la mission militaire de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine (EUFOR). L'EUFOR continue de jouer un rôle décisif dans le soutien des efforts déployés par la Bosnie-Herzégovine pour maintenir un environnement bénéficiant des conditions de sûreté et de sécurité. Les manifestations violentes qui ont eu lieu dans différentes villes de Bosnie-Herzégovine pendant la période considérée et des tentatives irresponsables menées par certains pour les manipuler et accroître les tensions interethniques ont montré la fragilité d'un tel environnement et le rôle important que jouait le maintien de la présence sur place de l'EUFOR, dotée d'un mandat explicite.

XIII. L'avenir du Bureau du Haut-Représentant

102. Le Comité de direction du Conseil de mise en œuvre de la paix s'est réuni au niveau des directeurs politiques les 4 et 5 décembre 2013; il s'est dit à nouveau préoccupé par la situation dans le pays et par la persistance de l'échec à réaliser les conditions et objectifs restants pour la fermeture du Bureau du Haut-Représentant. La prochaine réunion du Comité de direction est fixée aux 21 et 22 mai 2014.

103. Comme les années précédentes, mon bureau poursuit les efforts qu'il mène pour réduire les frais généraux. Depuis le début de mon mandat, le budget du Bureau du Haut-Représentant a été réduit de plus de 40 % et les effectifs l'ont été à raison de plus de 50 %. Toutefois, il demeure indispensable que je puisse disposer du budget et du personnel requis pour m'acquitter effectivement de mon mandat.

XIV. Calendrier de présentation des rapports

104. Conformément à la proposition faite par mon prédécesseur de présenter périodiquement des rapports qui seront ensuite transmis au Conseil de sécurité, comme celui-ci l'exigeait dans sa résolution [1031 \(1995\)](#), j'ai l'honneur de présenter ci-après mon onzième rapport périodique. Au cas où le Secrétaire général ou un membre du Conseil de sécurité souhaiterait quelque autre précision, je me ferai un plaisir de lui fournir une actualisation écrite. Je dois présenter mon prochain rapport périodique au Secrétaire général en octobre 2014.
